

## Umut Özsu

*Formalizing Displacement: International Law and Population Transfers*, Oxford University Press, 2015, 192 p. ISBN : 9780198717430

En choisissant d'étudier la question du déplacement de populations, Umut Özsu s'intéresse à une question longuement délaissée par la doctrine du droit international. L'auteur situant son approche à l'intersection de l'histoire et de la théorie du droit international, il dévoile une vision inédite et critique de ce sujet qui fut sa thèse de doctorat. Contrairement à ce que suggère le sous-titre de l'ouvrage, il s'agit donc moins d'une étude du droit international des transferts de populations<sup>1</sup> que de leur mise en perspective historique à partir des controversés accords d'échange de populations issus de la Conférence de Lausanne, en particulier celui relatif aux populations grecque et turque. L'originalité de sa démarche historique consiste à emprunter autant à la sociologie qu'au droit pour explorer le contexte « semi-périphérique »<sup>2</sup> de la formalisation juridique des déplacements de populations.

L'auteur entend démontrer que le transfert de populations s'est progressivement développé en tant que processus juridiquement formalisé de *nation-building*, en opposition à la tradition européenne de protection des minorités (p. 21–22). Ce ne sont donc pas les déplacements de populations – lesquels étaient monnaie courante dans l'histoire des Balkans et de l'Empire ottoman<sup>3</sup> (p. 53) – mais bien leur formalisation juridique qui est un phénomène

---

\* Umut Özsu, *Formalizing Displacement: International Law and Population Transfers* – Oxford : Oxford University Press, 2015 – pages 192 – ISBN 978-0-198-71743-0.

- 1 Une telle étude supposerait notamment d'approfondir la question de l'illégalité des déplacements de population. Or les conventions internationales relatives au droit international humanitaire et aux droits de l'homme ne sont que brièvement mentionnées à la fin de l'ouvrage.
- 2 Le contexte semi-périphérique fait référence aux Etats qui ont acquis suffisamment d'autonomie pour s'insérer dans l'économie globale mais pas suffisamment de pouvoir pour en intégrer le centre, notamment pour des raisons géopolitiques et économiques. La Turquie peut clairement s'inscrire dans cette catégorie. Ce concept très présent dans la littérature critique suppose que la relation entre le centre et la périphérie n'est pas immuable mais historiquement fluide. V. notamment Arnulf Becker Lorca, *Mestizo International Law: A Global Intellectual History 1842–1933* (Cambridge : Cambridge University Press 2014), 18–22.
- 3 À cet égard, il est fait mention des Janissaires, puissant ordre militaire qui a existé du xv<sup>e</sup> au xvii<sup>e</sup> siècle. De jeunes chrétiens des pays conquis étaient enlevés et acheminés à Istanbul où ils étaient éduqués pour devenir des Turcs musulmans, redoutables combattants au

nouveau. Ce basculement s'opéra à l'issue de la Deuxième Guerre balkanique de 1913, quand un échange présenté comme volontaire fut bilatéralement décidé entre la Bulgarie et l'Empire ottoman. Pour la première fois, un déplacement faisait l'objet d'une procédure de légitimation par un protocole annexé au traité de paix conclu entre les deux États. Celui-ci établissait une commission mixte surveillant les opérations d'évacuation et la liquidation des fortunes abandonnées. L'intention était également d'encourager une partie de ceux qui restaient à suivre le mouvement. L'expérience fut jugée « peu recommandable »<sup>4</sup> : non seulement l'accord n'avait pas été appliqué dans sa totalité à cause de l'enclenchement de la Première Guerre mondiale (p. 54), mais cet échange prétendument volontaire se heurta en outre à la résistance de populations « plus attachées au sol qu'à la nationalité » et victimes de nombreuses spoliations<sup>5</sup>. Cette procédure inspira néanmoins les échanges forcés gréco-turcs, objets de la Convention VI de Lausanne du 30 janvier 1923.

Le déplacement des populations gréco-turques ayant commencé un an avant la signature de la Convention de Lausanne, ce texte avait donc pour objet de « formaliser les déplacements », d'où le choix du titre de l'ouvrage. À ce propos, le rapport final de la Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques énoncera plus tard que « les garanties consenties aux minorités se révélaient insuffisantes, car l'exode qu'elles tendaient à éviter était déjà, pour ces populations, en grande partie tout au moins, un fait accompli »<sup>6</sup>. Le même rapport citait 547 003 personnes déplacées, dont plus d'un tiers de Grecs<sup>7</sup>. Pour autant, cette formalisation n'était pas une formalité. Comme le souligne à juste titre Umut Özsu, la formalisation ne consiste pas en un simple acquiescement au fait accompli, les déplacements s'étant poursuivis jusqu'en 1934, donc bien après la signature de la Convention. Sur tout, cette formalisation avait pour objet de légitimer les déplacements et d'établir tout un régime juridique encadrant leur gestion et les conflits pouvant survenir, notamment par rapport à l'indemnisation.

---

service du sultan. L'auteur affirme que la coutume consistant à déplacer des personnes – musulmanes ou non – s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'Empire.

4 Georges Scelle, *Précis de Droit des Gens, Principes et Systématique*, Volume 1 (Paris : Librairie du Recueil Sirey, 1934) p. 182.

5 Ibid., p. 182.

6 Rapport final de la Commission mixte du 19 octobre 1934, [http://biblio-archive.unog.ch/Dateien/CouncilDocs/C-2-1935\\_FR.pdf](http://biblio-archive.unog.ch/Dateien/CouncilDocs/C-2-1935_FR.pdf), p. 10.

7 Ibid., p. 12.